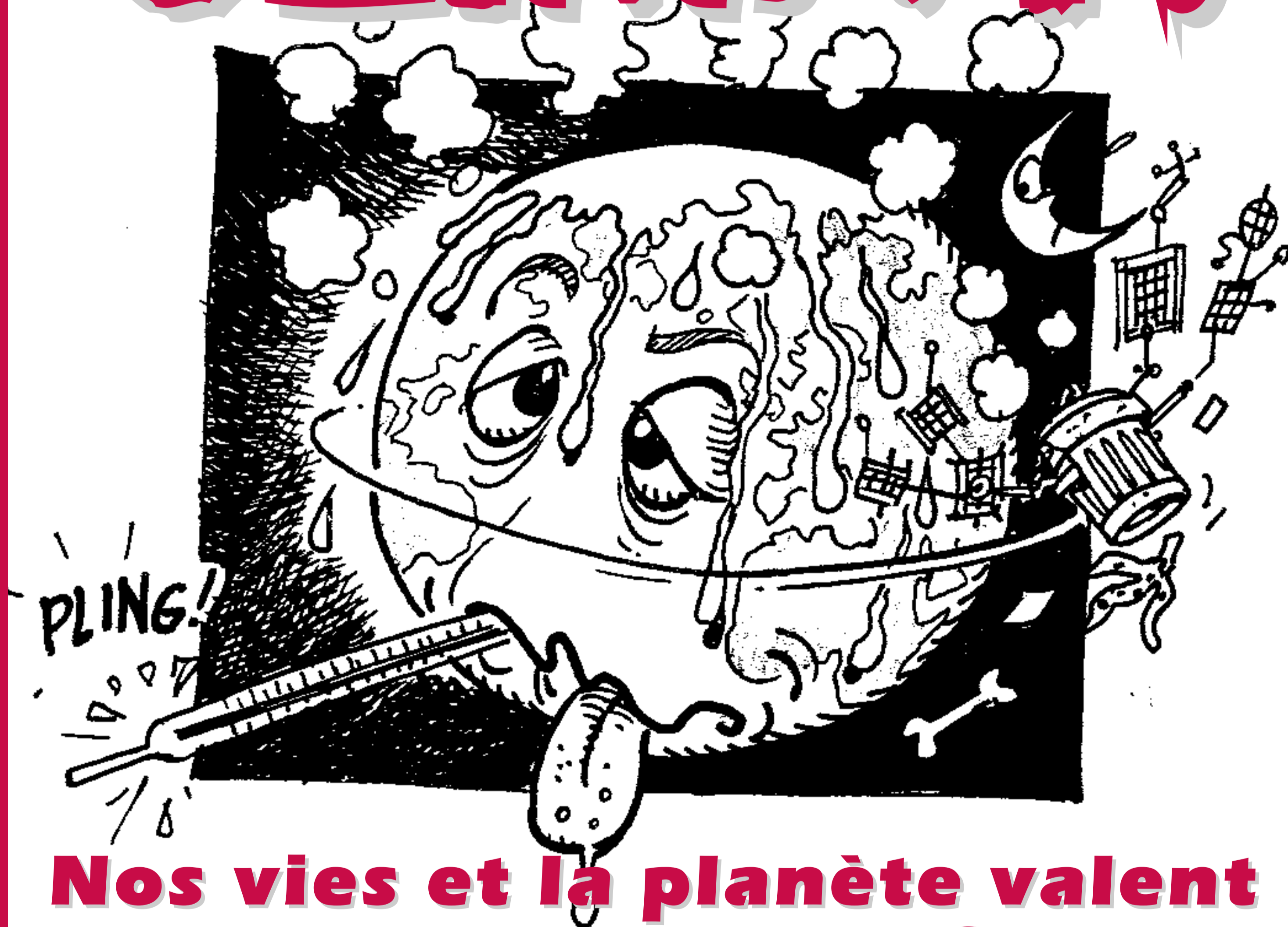


CHANGER LE MONDE, PAS LE CLIMAT!



**Nos vies et la planète valent
plus que leurs profits!**

Une campagne de la

LCR

Ligue communiste révolutionnaire
www.lcr-lagauche.be

Qu'est-ce que le changement
climatique? Comment le combattre?
**Participez à la manifestation
du 8 décembre à Bruxelles!**

POURQUOI LE CLIMAT CHANGE-T-IL?

CAPITALISME = gaspillage

Le réchauffement climatique est une réalité...

Le réchauffement climatique est une réalité maintenant indiscutable, et de plus en plus "visible": augmentation de la température moyenne, élévation du niveau des océans (et inondations consécutives dans les zones de très basse altitude), avancée de la désertification dans certaines régions, dérèglement climatique (multiplication et aggravation des tempêtes et ouragans; allongement des périodes de sécheresse ici, d'extrême pluviosité là), etc. Les conséquences pour l'être humain se font déjà sentir et sont prévisibles à court terme: migration des populations menacées, regain des situations de



sous-alimentation, extension de la zone de répartition de certaines maladies, etc. mais aussi aggravation de toutes les tensions sociales qui sont la conséquence de conditions de vie plus difficiles. Sans doute, la Terre a connu dans son histoire des périodes successives de glaciation et de réchauffement, dues à des facteurs purement naturels, et elle en connaîtra encore.

...causée par l'activité humaine.

Mais le réchauffement dont on parle actuellement n'est pas (ou n'est pas principalement) d'origine naturelle, et surtout il se manifeste avec une telle ampleur et dans une si courte période que les nouveaux équilibres de l'écosystème s'établiront au prix de catastrophes écologiques dont l'humanité sera probablement la principale victime. La cause principale du réchauffement climatique est, via la production du CO₂, gaz responsable à titre principal de l' "effet de serre", la combustion des énergies d'origine fossile: charbon, gaz, pétrole. Cette combustion s'opère dans l'activité industrielle, dans les transports (avec l'explosion du parc automobile), dans le chauffage des habitations. Rien d'étonnant donc à ce que le réchauffement climatique se soit amorcé avec la révolution industrielle et le décollage du capitalisme, et se soit considérablement accéléré avec le "boom" économique qui a suivi la seconde guerre mondiale et qui persiste à ce jour, les pays dits "émergents" tels que l'Inde et la Chine prenant le relais des régions de plus ancienne industrialisation. Une autre cause importante du réchauffement climatique est la déforestation au profit principalement de l'agriculture intensive capitaliste.

C'est pourquoi nous pensons que, pour affronter l'enjeu du changement climatique, il faut un changement radical et structurel qui touche aux fondements du système capitaliste. Cela implique, tout d'abord, une véritable révolution du système énergétique, des transports, du mode de consommation, etc.

Bref, il faut un changement de modèle de civilisation, une transition vers une nouvelle société écosocialiste dans laquelle la production sera démocratiquement planifiée par la population et non, comme c'est le cas aujourd'hui, par une minorité exploiteuse pour qui seul compte le profit. Ce changement ne pourra être que la conséquence d'une mobilisation massive et consciente de la majorité sociale. A travers notre campagne "Changer le monde, pas le climat", la LCR veut apporter sa modeste contribution à cette nécessaire prise de conscience. ✪

Comment la situation va-t-elle évoluer ?

Les scientifiques estiment généralement que, si rien n'est fait, la température moyenne du globe pourrait augmenter de 1,1 à 6,4° d'ici la fin du siècle. S'il est impossible d'éviter le changement climatique, les scientifiques estiment généralement qu'il faudrait borner à 2° l'augmentation de la température moyenne. Au-delà, on peut s'attendre à des catastrophes écologiques majeures. Mais une telle limitation, réduite en apparence, ne pourrait être atteinte qu'au prix d'un effort gigantesque de réduction d'au moins 75% de la production de gaz à effet de serre d'ici aux années 50. Ce qui donne la mesure du gigantisme de l'effort à fournir, c'est que les mesures prises actuellement (protocole de Kyoto, etc.) n'arrivent même pas à empêcher l'augmentation -qui continue donc- de la production de gaz à effet de serre !

Bien qu'il y ait quelque raison d'être pessimiste, nul ne peut prédire l'avenir. Mais la catastrophe est certaine si nous ne faisons rien. Le problème est que le système climatique présente une grande "inertie" : il a fallu deux cent ans pour initier le réchauffement, il faudrait mille ans pour restabiliser le climat ! N'est-ce pas déjà trop tard ? Il semble que non, mais il faut agir vite et fort, pour ne fût-ce que limiter le réchauffement. En tout cas, nous pouvons dire que le réchauffement climatique, en hypothéquant les conditions même de la survie de l'hu-

manité, aura été l'un des plus grands crimes du capitalisme.

Une économie dominée par la recherche du profit financier maximal et régie par la "loi du marché", fondamentalement chaotique, où ce qui ne se "vend" pas, comme la qualité du milieu naturel, n'a aucune valeur, où le seul critère de l' "utilité sociale" est la conjonction hasardeuse de marchandises vendables et d'acheteurs solvables, où tout conduit finalement à toujours produire et gaspiller plus, une telle économie ne peut aboutir qu'au désastre écologique en général et climatique en particulier.

L'impuissance des gouvernements

Les grands dirigeants du monde commencent à prendre conscience du péril que représente le réchauffement climatique. Les travaux du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), peu suspects de "gauchisme", ont établi que le réchauffement climatique était bien causé par l'activité humaine, ont mesuré de manière relativement précise l'ampleur du phénomène et ont donné des indications sur les efforts à faire pour le contenir dans certaines limites.

Mais comme ils sont liés de tant de manières aux puissances d'argent, les grands dirigeants de ce monde sont évidemment incapables ou empêchés de s'en prendre à la cause première du changement climatique : la structure capitaliste de la société. Ils sont réduits dès lors à tenter d'atténuer, de freiner le réchauffement climatique, ce en



manité, aura été l'un des plus grands crimes du capitalisme.

La responsabilité du capitalisme

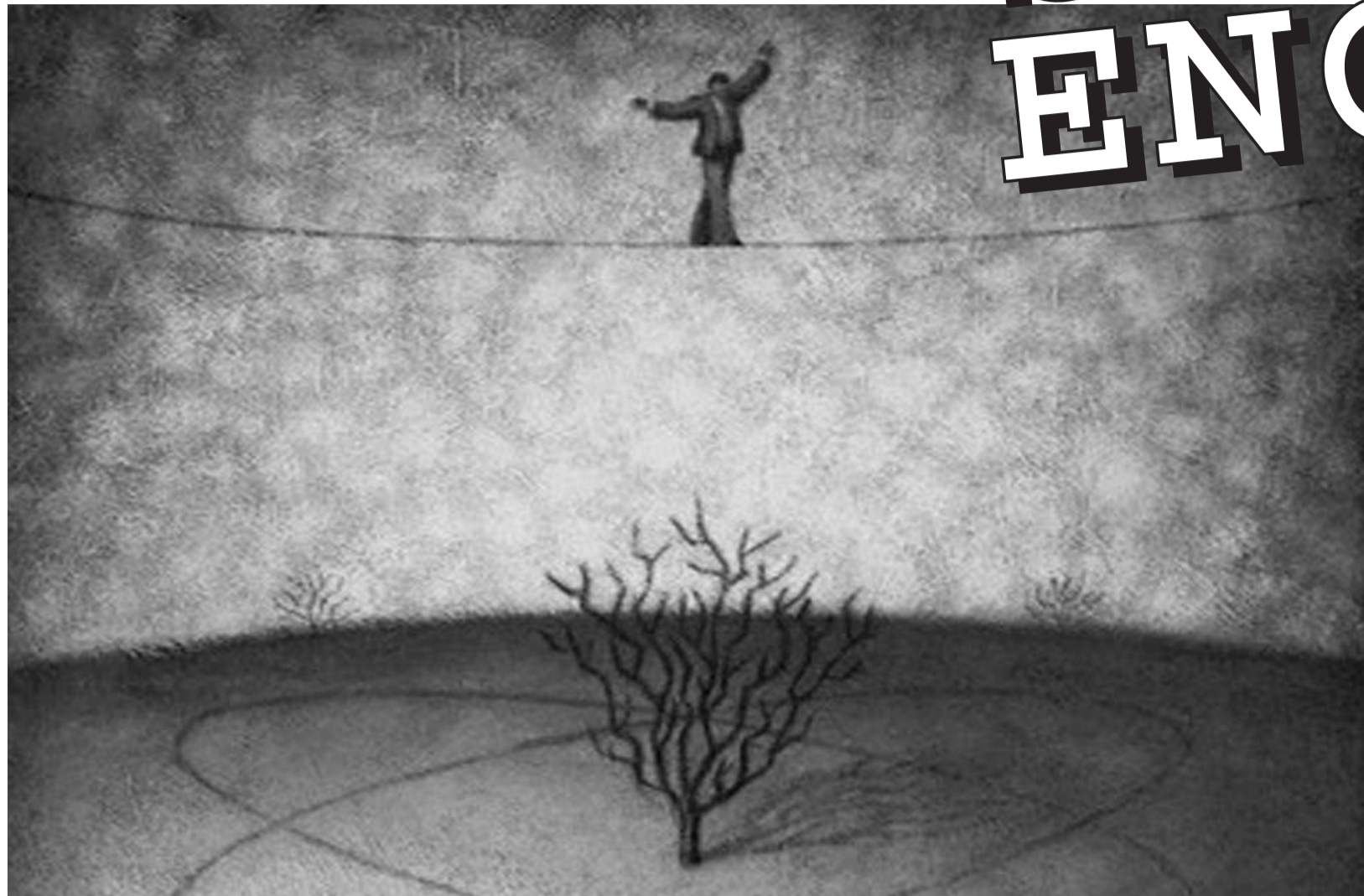
Pourquoi disons-nous "du capitalisme" ? L'activité industrielle, la combustion des énergies fossiles, n'ont pas été le monopole des pays capitalistes. Le bilan écologique des pays qui se revendiquaient du socialisme (en premier lieu, l'ex-URSS) ou qui s'en revendiquent encore, comme la Chine, n'est pas plus brillant. Mais, pour être bref, nous pouvons affirmer que c'est précisément en s'écartant de ce que devrait être une économie démocratiquement orientée vers la satisfaction des besoins humains que ces régimes ont reproduit et parfois amplifié certaines tares du capitalisme : la concentration, le gigantisme des outils, la mise en coupe réglée des ressources naturelles, les mille et un gaspillages d'une gestion bureaucratique.

qu'ils ont échoué totalement jusqu'à présent.

Une autre perspective se dessine cependant : s'il est impossible de résister au changement climatique, au moins pourrait-on protéger de ses effets désastreux les habitants des pays les plus riches de cette planète. Ambition moralement insoutenable, et d'ailleurs dérisoire... Alors, les limites de leur capacité à lutter contre le réchauffement climatique ne les conduira-t-elle pas à faire payer les plus pauvres, une fois de plus, au Nord comme au Sud ? C'est dans ce sens, en tout cas, que se comprend le "rapport Stern" (du nom d'un conseiller de Tony Blair), qui ne tente plus de dissimuler l'ampleur du danger (c'est bien là son seul mérite), mais qui prône, pour y faire face, encore plus de marché, plus de croissance, plus d'énergie nucléaire, plus de libéralisation des échanges, moins de protection sociale et de démocratie (le "petit peuple" ne peut pas comprendre...). ✪

Il faut des investissements publics massifs dans les énergies alternatives! Le secteur de l'énergie (gaz-électricité) doit redevenir public!

CHANGEMENT CLIMATIQUE STOP ENCORE OU ?



Saviez-vous que?

En Belgique, le «tout à l'auto» fait des ravages. Depuis 1980, la population a augmenté de 5% mais le nombre de véhicules a quant à lui augmenté de 62%. Il y a actuellement plus de 6 millions de véhicules enregistrés en Belgique, dont 4,8 millions sont des automobiles.

Le patronat exige une main d'œuvre de plus en plus flexible et «mobile», le permis de conduire étant ainsi devenu une condition pratiquement sine qua non pour décrocher un emploi. Sur 100 travailleurs qui se rendent au boulot, 73 le font en voiture, et seulement 14 en transports publics (train, tram, bus) ; 7 en vélo et 4 à pied. Les distances parcourues entre le domicile et le lieu de travail ont considérablement augmenté : le nombre total de kilomètres effectués par tous les véhicules était de 48 milliards de Km en 1980, il a pratiquement doublé pour atteindre 93,08 milliards de Km en 2003.

Le modèle néolibéral de production et de distribution (le «just-in-time» impliquant que les stocks des entreprises doivent être constamment en circulation) est également la cause principale de l'explosion du transport routier de marchandises. Depuis les années '70, le réseau routier s'est accru de 50% et le transport de marchandises a été multiplié par 4. Mais la répartition de ce dernier s'est constamment fait au détriment des transports moins polluants : en 1970, le transport routier représentait 63% du total, contre 37% pour le transport par voie ferrée. En 2002, les proportions étaient de 87% pour la route et seulement 13% pour le rail. Le transport fluvial, quant à lui, est passé depuis les années '70 de 7.100 millions de tonnes/Km à 6.104 millions de tonnes/Km aujourd'hui. Entre 1970 et 2003, les émissions de CO2 liées au transport routier ont été multipliées par 2,5, elles représentent aujourd'hui 22% des émissions totales.

Que faire?

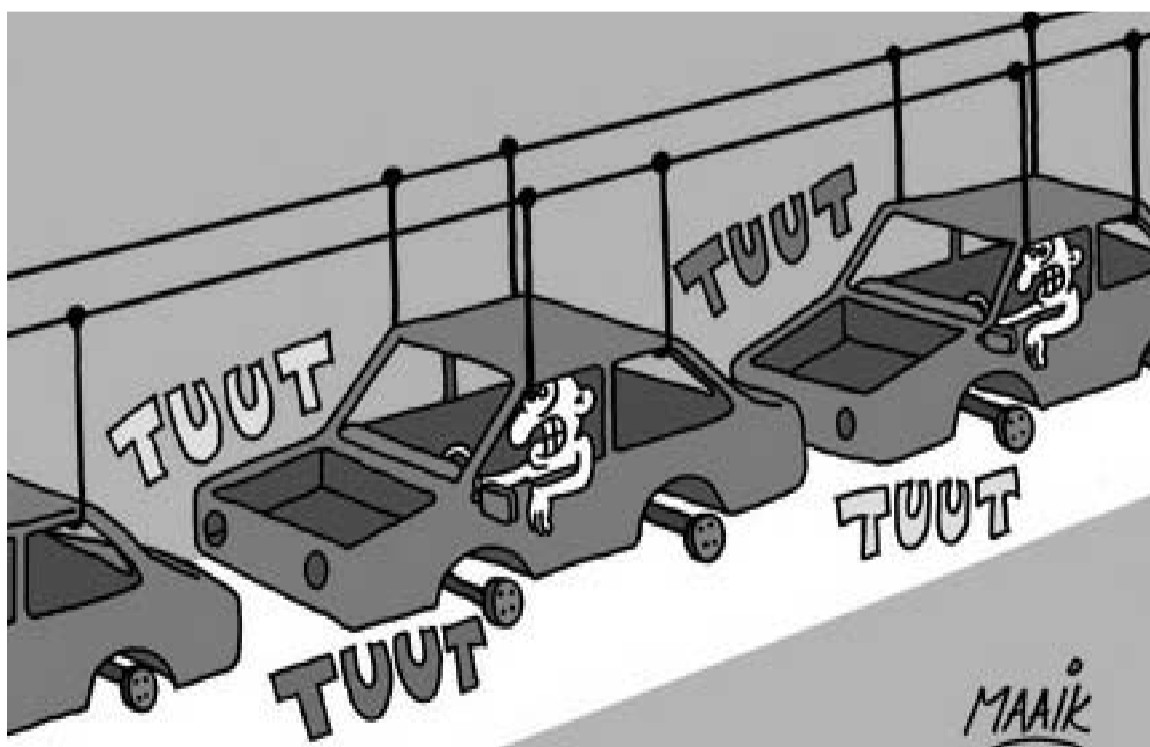
Lutter contre les gaspillages

Aucune limitation du réchauffement climatique ne peut être envisagée sans une lutte implacable contre le gaspillage énergétique, et les gaspillages tout court.

Dans la première catégorie des gaspillages se situe la multiplication imbécile des transports en tout sens. Exemple : quel besoin avons-nous de beurre irlandais ou de bœufs argentins, alors que notre agriculture est parfaitement capable de nous fournir et en beurre et en viande? Il ne s'agit pas, ici, d'adopter un point de vue protectionniste pour une défense corporatiste de nos agriculteurs, mais de combattre la logique capitaliste qui fait des produits alimentaires une marchandise comme les autres, dont le commerce doit être libéralisé, au détriment des agriculteurs (surtout des petits) et au profit des multinationales de l'agrobusiness. Face à elles, qui confisquent le patrimoine génétique de l'humanité, qui lui font courir un danger mortel en imposant les OGM, qui commercialisent les semences, qui obligent à leur acheter pesticides, herbicides et fertilisants chimiques, agriculteurs du Nord et du Sud, consommateurs du Nord et du Sud, ont des intérêts communs qui passent par l'autonomie alimentaire, le développement local et le recours à une agriculture "biologique".

Transports en tout sens, mais aussi, de plus en plus, transport par route, voire même par avions, les plus polluants et les plus gaspilleurs en énergie de tous! Quand un transport est réellement nécessaire, il faut

privilégier le transport par voie maritime, fluviale ou ferroviaire. Et, en ce qui concerne le déplacement des personnes, construire un réseau de transport en commun suffisant, confortable et gratuit : c'est une question de vie ou de mort et une condition sine qua non pour mettre un terme à la "civilisation du tout-automobile", avec tout ce qu'elle implique de pollution, d'insécurité routière et, finalement et paradoxalement, d'immobilisme. La lutte contre le gaspillage énergétique passe aussi par une isolation convenable des bâtiments publics existants, des entreprises et des logements, et par l'application du concept de "maison positive" pour toute construction nouvelle. Il ne nous est pas possible, dans cette publication, de nous étendre sur l'ensemble des mesures de simple bon sens



qu'il serait possible d'adopter, même sans grands "bouleversements sociaux".

Dans la seconde catégorie des gaspillages, citons évidemment les "classiques du genre" : les dépenses militaires, qui n'ont strictement aucune justification, et les dépenses publicitaires qui, non seulement gaspillent par elles-mêmes, mais de surcroît incitent à gaspiller, lorsque par exemple elles poussent à l'achat de voitures !

Des alternatives énergétiques existent

Parallèlement à la réduction des gaspillages, il faut promouvoir la recherche et le développement de sources d'énergie renouvelable. C'est d'autant plus nécessaire que les sources d'énergie fossile s'épuisent rapidement. Et que les énergies renouvelables sont également celles qui polluent le moins ! Ceux qui nous disent que les techniques "ne sont pas au point" ou que les énergies renouvelables ne pourraient satisfaire qu'une minime partie des besoins (généralement pour prôner le recours au nucléaire) sont des menteurs.

Les bases scientifiques des techniques qui pourraient permettre l'exploitation de l'énergie photovoltaïque (solaire), par exemple, sont connues depuis longtemps. Mais elles n'ont pas été développées parce que le capitalisme a préféré tabler sur l'exploitation plus rentable pour lui des énergies fossiles. En outre, s'il est possible de s'approprier le charbon, le gaz, le pétrole, l'uranium, et donc de les vendre avec de haut taux de profit, il est par contre sinon impossible du moins plus difficile, de vendre le vent et le soleil ! Alors, rien d'étonnant à ce que ces sources d'énergie propre et inépuisable n'intéressent pas les capitalistes.

Rien d'étonnant non plus à ce que la majeure partie des budgets de la recherche énergétique reste consacrée au développement du nucléaire et à la "rationalisation" de l'usage des énergies fossiles, et en partie congrue seulement à la mise au point de technologie permettant l'utilisation de sources d'énergie propre et renouvelable. La part des renouvelables dans les budgets de recherche & développement énergétique des pays membres de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a diminué depuis le premier choc pétrolier! (7,7% de 1986 à 2002, contre 8,4% de 1974 à 1986). Or, il a été démontré que le flux d'énergie solaire qui atteint la Terre égale dix mille fois la consommation énergétique mondiale. Et un millième de ce flux, soit encore dix fois la consommation mondiale d'énergie, pourrait être effectivement converti en énergie utilisable avec les technologies actuelles! Et songeons encore à l'éolien (le vent), à la géothermie (l'exploitation de la chaleur intérieure de la terre)...*

LA SOLUTION N'EST PAS INDIVIDUELLE MAIS STRUCTURELLE !

Au Nord comme au Sud, la "morale" écologiste n'est pas que pour les pauvres.

Soyons clairs cependant: pas question que la voiture devienne un luxe réservé aux plus riches. Pour les déplacements qui justifient son usage, des parcs de voiture doivent être mis à la disposition des collectivités. De même, les "pauvres" doivent pouvoir aussi visiter des pays lointains en s'y rendant en avion. C'est le gaspillage, et non l'usage légitime, qui doit être combattu.

Nous ne sommes pas non plus de ceux qui disent que si les Chinois consommaient comme les américains, la Terre deviendrait invivable : "donc, les Chinois, continuez à manger votre bol de riz et à rouler à vélo". C'est la réalité, mais c'est un peu court. De la part de ceux qui ont atteint un niveau élevé de développement industriel notamment en utilisant massivement les sources d'énergie fossile au détriment de la planète entière, ce discours est parfaitement hypocrite. Sans doute serait-il préférable que la Chine opte pour un autre modèle de développement, mais elle a un droit absolu à se développer.

Si le monde "occidental" optait pour des relations économiques plus justes avec le Sud, si la communauté des nations se décidait à "mettre le paquet" pour éradiquer la sous-alimentation, la maladie, l'ignorance (et les

moyens existent !), peut-être qu'un autre mode développement, plus respectueux de l'environnement, moins centré sur la consommation de marchandises, apparaîtrait comme une perspective crédible et séduisante aux peuples qui aspirent aujourd'hui, par défaut, à un "mode de vie occidental".

Agir à différents niveaux

Les pouvoirs publics, relayés par les bonnes âmes écologistes, multiplient les initiatives du genre "dimanche sans voiture". Des primes pour l'isolation des logements sont distribuées. On nous invite à "éteindre la lumière" et à "mettre le couvercle sur la marmite". Fort bien. C'est déjà ça. Et il est vrai qu'il ne faut pas attendre qu'une "autre société" s'installe pour commencer à changer nos habitudes. Nous sommes convaincus, bien entendu, que seule une "sortie du capitalisme" permettra de prendre à bras le corps la question du réchauffement climatique et de l'écologie en général. Mais il est possible et nécessaire d'agir dès maintenant et simultanément sur plusieurs niveaux :

- au niveau culturel, en modifiant nos comportements pour nous rapprocher d'un autre "style de vie" ;
- au niveau politique, en exigeant des pouvoirs publics qu'ils prennent des mesures qui aillent dans le bon sens ;
- au niveau social global enfin, en combattant pour l'alternative écosocialiste. ✪



DES SOLUTIONS QUI N'EN SONT PAS...

Vous avez dit nucléaire? ...

D'aucuns, dans le lobby nucléaire bien sûr, mais aussi à gauche, prônent le recours au nucléaire pour remplacer les sources fossiles d'énergie, au motif que le nucléaire ne contribuerait pas à l' "effet de serre" et donc au réchauffement climatique. Cette proposition est une véritable escroquerie, car c'est oublier que le recours massif au nucléaire provoquerait l'épuisement en quelques décennies des ressources en uranium (environ 50 ans au rythme actuel), dont les réserves connues sont aussi limitées que celles en charbon, en gaz ou en pétrole. Le nucléaire ne représente que 2 à 3% de l'énergie consommée sur la planète. Même en multipliant par 10 le nombre de centrales, on porterait au mieux ce taux à 40% et ainsi les réserves d'uranium s'épuiseraient en 5 ou 6 ans à ce rythme... Ce ne serait donc qu'une "solution" très temporaire. La technologie thermonucléaire, quant à elle, si elle est susceptible de trouver en abondance la matière première dont elle a besoin, n'est pas encore au point de produire une énergie exploitable, et ne le serait pas avant très (trop) longtemps.

Privilégier le nucléaire, c'est en outre négliger le problème des déchets radio-actifs, auquel aucune solution satisfaisante n'a été trouvée, sinon de reporter sur les générations futures le risque que comporte leur stockage. C'est ensuite faire fi du risque d'accident et de voir proliférer les armes nucléaires.

Enfin, le développement du nucléaire implique une concentration des capitaux et induit un pouvoir politique centralisé et autoritaire. Tout le contraire du modèle social que nous soutenons.

...et agrocarburants?

Alléluia, s'exclament les bonnes âmes qui se préoccupent de l'environnement, mais pas jusqu'au point de mettre en question la si rentable "civilisation de l'automobile". Le pétrole produit du CO2 ? Le pétrole, par



ailleurs, s'épuise ? qu'à cela ne tienne ! Mettons de la canne à sucre, du colza, de l'huile de palme dans nos réservoirs ! Résultat : au Mexique, le prix de la tortilla, aliment de base des plus pauvres, a augmenté de près de 50%, les cours du maïs étant poussés à la hausse par les achats des producteurs d'agrocarburants. On estime qu'à cause des biocarburants, les cours du maïs pourraient augmenter de 20% en 2010 et de 41% en 2020. Un même phénomène toucherait les oléagineux (soja, colza, tournesol), mais aussi le manioc, principal aliment pour plus de 200 millions d'Africains. Dans l'île indonésienne de Bornéo, où la déforestation était déjà un problème majeur, la disparition de la forêt primaire s'accélère au profit de la production d'huile de palme destinée à la production de biodiesel. Or, la déforestation est l'un des facteurs qui accélère le réchauffement climatique... Sans compter que toutes les cultures destinées aux agrocarburants nécessitent de grandes quantités d'eau et de pesticides...

C'est une excellente idée que de faire de l'essence avec les déchets de l'agriculture non utilisables autrement. Mais faire de la production d'agrocarburants une nouvelle activité extensive de l'agriculture industrielle "capitalistique", c'est courir droit au désastre. Nourrir les populations affamées du Sud ou faire rouler, même un peu plus "proprement", les véhicules majoritairement dans les pays riches, tel est le choix absurde dans lequel on veut nous enfermer! ✪

IL FAUT EXIGER DES POUVOIRS PUBLICS DES MESURES IMMEDIATES!

Nous ne l'avons jamais caché : nous considérons que les pouvoirs publics ont pour fonction principale de permettre aux détenteurs de capitaux de continuer à s'enrichir. Par l'exploitation des travailleurs. Par la mise en coupe réglée des ressources naturelles. Nous n'attendons donc pas des gouvernements qu'ils s'attaquent au nœud du problème du réchauffement climatique. Ils ne le veulent pas, ou ils ne le peuvent pas. Au demeurant, quel est encore le pouvoir d'un gouvernement tel que le nôtre, alors que les grands problèmes écologiques se déploient, par nature, à l'échelle de la planète, et que les grandes orientations économiques sont prises par des multinationales échappant à tout contrôle ?

Cependant, les pouvoirs publics sont sensibles, dans une certaine mesure, à la pression de l'opinion publique. Aussi faussée soit-elle par l'emprise des puissances d'argent, la démocratie telle que nous la connaissons nous garantit encore quelque peu l'usage de droits et libertés publiques.

Nous devons nous en servir pour nous mobiliser et exiger des pouvoirs publics qu'ils prennent sans plus attendre des mesures de bon sens propres à combattre le réchauffement climatique. Si malgré notre mobilisation, les pouvoirs publics se montrent incapables de lutter contre le réchauffement climatique, ou s'obstinent à défendre ce modèle social qui engendre la crise écologique, alors ils auront fait publiquement la démonstration de leur nocivité et/ou de leur impuissance. Alors ils devront céder la place et permettre à un autre pouvoir, réellement représentatif des intérêts de l'immense majorité de la population et des générations futures.

Messieurs les dirigeants actuels, qui vous dites inquiets par la perspective du réchauffement climatique, nous vous mettons en demeure :

- de construire un réseau suffisant, confortable et gratuit de transport en commun axé principalement sur le rail ;
- de favoriser le transport des marchandises par voie maritime, fluviale et ferroviaire ;
- d'édicter une réglementation limitant strictement le transport des marchandises par camion ou par avion ;

-de soutenir le développement local et l'économie des ressources en interdisant l'importation de produits dont l'équivalent est disponible sur place ;

-de refaire du secteur énergétique, actuellement privatisé, une entreprise nationale dont les objectifs seront la lutte contre le gaspillage énergétique et le développement de sources d'énergie renouvelable, tout en organisant le démantèlement le plus rapide des centrales nucléaires ;

-de créer un organisme public, doté de fonds suffisants, chargé de procéder à l'isolation systématique, quartier par quartier, des bâtiments publics et privés .

Voilà donc quelques revendications parfaitement réalistes. Il y en a d'autres. Elles peuvent être prises en charge par les pouvoirs publics de la même façon qu'ils ont doté le pays d'un réseau autoroutier immense, éclairé de nuit de surcroît !, sans "révolutionner" la société. Les moyens financiers existent. C'est une simple question de "volonté politique"...

Reprendre en mains notre avenir



QUELQUES REVENDICATIONS

✓ Transports publics gratuits

Pas de nouvelles autoroutes, réduction des voitures en ville

✓ Le train à prix démocratique

Interdiction des voyages aériens à moins de 1.000 Km

✓ Un plan public d'isolation des logements

Financé par un impôt sur les profits des sociétés pétrolières

✓ Investissements publics massifs dans les énergies renouvelables

Un grand service public de l'énergie, de la production à la distribution

Pour nous, en tout cas, la question du réchauffement climatique doit faire l'objet d'une politique impliquant chacun d'entre nous. Une action politique qui ne se borne pas, comme le font tant d'associations environnementalistes, à "faire pression" sur le patronat et les gouvernements complices, mais qui pointe et le patronat, et les gouvernements complices, comme responsables du réchauffement climatique.

C'est notre destin, c'est notre avenir, en particulier celui des jeunes, qui est en jeu. La question pourrait bien être non pas "vivrons-nous un peu moins bien ?" mais plutôt "vivrons-nous encore ?", si des mesures efficaces ne sont pas prises immédiatement. Nous ne pouvons laisser aux seuls politiciens le soin d'en décider. Une mobilisation de masse est nécessaire, qui pourrait bien être la prémisse d'une "réappropriation" de la politique par les gens, d'une réappropriation du pouvoir pouvant seule générer une nouvelle responsabilité collective et individuelle de l'humanité dans son métabolisme avec la nature. ✪

Saviez-vous que ?

Début décembre 2005, la population de Lateu, un petit village d'une centaine d'habitants situé sur l'île Tegua, dans l'Etat polynésien de Vanuatu, a été déplacée pour échapper aux inondations de plus en plus fréquentes. Le Tuvalu, un autre Etat polynésien, compte trois mille réfugiés climatiques. La moitié des 11.636 citoyens vit au-dessous de trois mètres d'altitude. Or, le changement climatique rend les marées de hautes eaux (jusqu'à 3m au-dessus du niveau normal) de plus en plus fréquentes... Le Tuvalu est le premier pays où des gens ont dû abandonner leur terre pour échapper aux inondations. Si des mesures drastiques ne sont pas prises, il risque de devenir aussi le premier Etat à être rayé de la carte parce que sa population aura été complètement évacuée. En 2000, le gouvernement de Tuvalu a demandé à l'Australie et à la Nouvelle Zélande de s'engager à accueillir ses 11.636 ressortissants, au cas où la hausse des océans rendrait l'évacuation indispensable. Le gouvernement de Canberra a refusé. La réponse de la Nouvelle-Zélande est à peine moins brutale. Elle accepte d'accueillir, par an, 74 personnes de Tuvalu à condition toutefois que les candidats soient âgés de 18 à 45 ans, disposent d'une offre d'emploi "acceptable" en Nouvelle Zélande, prouvent leur connaissance de l'anglais, satisfassent à certaines conditions en matière de santé et prouvent un revenu suffisant s'ils ont une personne à charge, notamment. Vieux, malades et indigents: à la mer ! Selon l'IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change), le niveau des mers, si rien n'est fait pour endiguer le réchauffement, pourrait monter de 9 à 88 cm d'ici 2100. Selon plusieurs estimations, les réfugiés climatiques pourraient être 150 millions en 2050: 30 en Chine, 30 en Inde, 15 au Bangladesh, 14 en Egypte, 1 dans les Etats insulaires, 10 dans les autres deltas et régions côtières, 50 dans d'autres régions. 150 millions, cela représente 1,5% de la population attendue d'ici 40 ans... L'immense majorité de ces gens sont des pauvres vivant dans des pays du Sud qui n'ont pas les moyens de financer les gigantesques travaux d'infrastructure nécessaires pour se protéger des flots... et qui ne pèsent nullement dans les négociations climatiques.

AGIR ICI ET MAINTENANT!

La LCR soutient entièrement le mouvement "Climat et Justice Sociale", dont l'appel, reproduit ci-dessous, a déjà recueilli les signatures de centaines de personnes. Le mouvement "Climat et Justice Sociale" appelle à la constitution de comités de base dans les quartiers, dans les écoles, dans les entreprises -partout !- avec pour objectif de sensibiliser le plus largement la population et la mobiliser dans des actions locales et centrales, comme la manifestation nationale à Bruxelles du 8 décembre 2007 (voir ci-contre).

Appel "Climat et Justice sociale"

Nous ne pouvons pas rester les bras ballants alors que la manière de produire et de consommer des pays riches engage notre planète sur la voie d'une catastrophe climatique qui frappera des millions de gens (surtout les plus pauvres), augmentera encore les risques de guerre et détruira définitivement d'innombrables richesses naturelles.

Depuis plus de trente ans les scientifiques mettent en garde contre le réchauffement mais presque rien n'est fait, on continue à foncer dans le mur parce que l'ignorance, l'égoïsme et la soif de profit à court terme s'opposent à l'action collective urgente et nécessaire. Les efforts individuels ne suffisent pas. Nous décidons de nous mobiliser pour que les gouvernements prennent enfin les mesures structurelles radicales qui s'imposent, et pour que ces mesures respectent les principes de justice, d'égalité sociale, de démocratie et de solidarité. Le lancement de cet appel est une première étape.

"CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE" s'inscrit dans la mobilisation mondiale des mouvements sociaux en faveur d'un traité climatique international respectueux de l'environnement, efficace et équitable. Un traité respectueux de l'environnement doit respecter les limites de la biosphère et proscrire les technologies dangereuses, telles que l'énergie nucléaire. Un traité efficace doit garantir la réduction globale rapide des émissions de gaz à effet de serre jusqu'au niveau nécessaire pour que la hausse de température reste inférieure à 2°C par rapport à la période préindustrielle. Un traité équitable doit faire payer la facture aux responsables du gâchis climatique, redistribuer la richesse, tant entre Nord et Sud qu'au sein des sociétés du Nord et du Sud, pour ouvrir la voie à un partage responsable des ressources.

Tout en collaborant avec les autres forces qui mobilisent les citoyens pour la défense du climat, "CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE" s'adresse plus particulièrement à la jeunesse, aux femmes, au monde du travail, aux personnes d'origine immigrée, aux réfugiés et aux exclus : leur participation est la meilleure garantie pour que les préoccupations de justice sociale et d'égalité soient au coeur de la défense du climat.

"CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE" vise à rassembler dans la diversité le plus grand nombre possible de citoyens décidés à agir pour sauver le climat selon les principes énoncés dans cet appel. Nous sommes conscients du fait que ceux-ci peuvent se concrétiser à travers un large éventail de mesures. Nous revendiquons cette diversité comme une force, et prendrons des initiatives pour que toutes les propositions se réclamant de nos principes fassent l'objet de débats ouverts, stimulants et inventifs.

"CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE" appelle à manifester le 8 décembre à Bruxelles (comme dans beaucoup d'autres villes du monde), alors que se tiendra le "sommet" international de Bali (Indonésie) sur le changement climatique.

Nous dirons :

ASSEZ ! aux responsables du réchauffement climatique et du sacage de l'environnement.

ASSEZ ! de faire payer aux plus pauvres, au prix parfois de leur vie, les conséquences d'une société de gaspillage dont eux seuls profitent !

ASSEZ ! de l'hypocrisie des forums internationaux qui ne prennent pas les mesures qui s'imposent, parce qu'il n'est surtout pas question de s'en prendre aux intérêts de la grande finance internationale ! ☺

www.Climatetjusticesociale.Be

<http://Petitions.agora.eu.org/>

Climatetjusticesociale/index.html

SAUVER LE CLIMAT, PAS LA TAXE CARBONNE

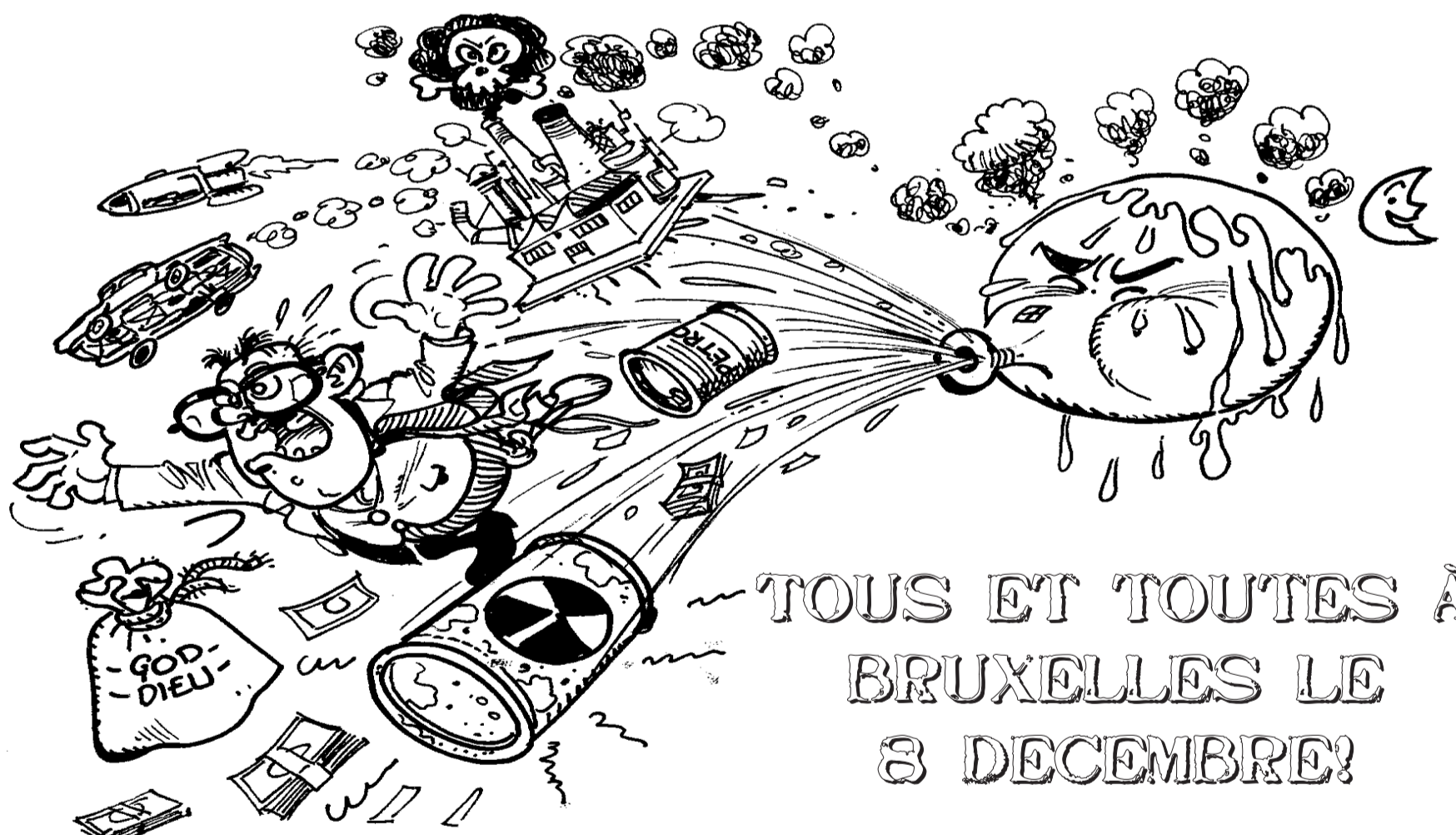
Régulièrement évoquée, la taxe sur le carbone n'a pu être concrétisée jusqu'à présent. Mais la pression en sa faveur augmente. Analyse d'une proposition d'autant plus dangereuse qu'elle se drape dans de nobles intentions... vertes.

Dans la théorie économique, taxes et quotas d'émissions sont des instruments possibles de lutte contre les pollutions (appelées "externalités" par les économistes). En matière de lutte contre les changements climatiques, la taxe sur le carbone est présentée comme une alternative aux quotas nationaux sur les émissions de gaz à effet de serre (le système de Kyoto). Mais ces deux systèmes ne sont pas équivalents d'un point de vue environnemental. Dans le cas d'une taxe, on fixe au préalable le prix de "l'externalité" (ici le carbone), après quoi la quantité de carbone émise dépend de la décision des acteurs économiques (ils peuvent soit investir pour réduire les émissions, soit payer la taxe) : il y a donc une incertitude sur le résultat environnemental final. Dans le cas des quotas, c'est l'inverse: on fixe au préalable la quantité de carbone maximale, après quoi le prix du carbone dépend de divers facteurs, tels que la conjoncture économique, l'efficacité énergétique, etc. La taxe donne donc la priorité à la certitude du résultat économique, tandis que les quotas accordent la priorité à la certitude du résultat écologique. Dans le dossier climatique, il serait prudent d'opter pour la deuxième solution. Voyons maintenant la question sous l'angle politique. Il faut baisser les émissions de CO₂ de 80% d'ici 2050. Cela demande des changements sociaux et structurels de très grande ampleur. Ces changements doivent être articulés dans un plan d'ensemble, et non laissés à la capacité hypothétique d'orienter le marché

par le biais d'une taxe. Avec une taxe, c'est peu dire que la facture risque d'être socialement douloureuse. Primo, la taxe sera immédiatement répercutée sur les prix. Secundo, toutes les propositions émanant d'organismes gouvernementaux considèrent comme évident que la taxe, pour ne pas compromettre la sacro-sainte compétitivité, sera compensée par une baisse des cotisations patronales à la Sécurité sociale (les rentrées de la taxe servant à boucher le "trou" de la Sécu). Le monde du travail paierait ainsi la taxe correspondant à ses propres émissions (chauffage, déplacement, etc.), la taxe correspondant aux émissions des entreprises (traduite en hausse des prix) et la déstabilisation de la Sécurité sociale.

Ces trois volets - social, environnemental et politique - sont étroitement imbriqués. Le caractère antisocial d'une taxe carbone nuit à une action massive et populaire de défense du climat. Si on ne fait pas porter, en priorité, le poids des nécessaires réductions sur les principaux responsables, on délégitime la lutte contre les changements climatiques. Or, c'est bien de convergences entre luttes sociales et luttes environnementales, ainsi qu'entre exploités du Nord et du Sud, que nous avons besoin. L'argent pour financer les mesures de réductions massives des émissions de gaz à effet de serre existe: les profits et surprofits de la vente des hydrocarbures représentent annuellement 1.500 milliards d'euros à l'échelle mondiale, et les budgets défense se montaient à 1.037 milliards de dollars en 2004. Selon le rapport Stern, la somme de ces deux chiffres vaut plus de deux fois le coût des mesures à prendre pour maintenir la concentration atmosphérique en gaz carbonique au-dessous du seuil critique. ☺

MOBILISATION PLANETAIRE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE...



Alors que se tiendra du 3 au 4 décembre la conférence internationale sur le climat à Bali (Indonésie), le samedi 8 décembre sera une date de convergence et de mobilisation planétaire pour sauver le climat. A problème global, mobilisation globale! Depuis quelques années, la Global Climate Campaign permet de coordonner des actions de rue, qui ne se contentent pas du lobbying auprès des puissants, mais qui veulent faire du climat une question politique,

<http://www.GlobalClimateCampaign.org/>



sociale et populaire en mobilisant massivement les gens dans la rue afin d'exiger un véritable traité international contraignant qui respecte la biosphère; qui garantisse la réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre et qui fasse payer la facture aux véritables responsables du gâchis climatique. C'est dans ce cadre que s'inscrit la manifestation nationale de Bruxelles du 8 décembre à l'initiative de l'Appel "Climat et justice sociale" et de la Coalition belge pour le climat. La LCR appelle tous les individus et toutes les organisations progressistes à participer activement à la réussite de cette manifestation. ☺

Changer le monde
PAS LE CLIMAT!



LCR
la gauche
www.lcr-lagauche.be
Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale

**Nos vies et la
planète valent plus
que leurs profits!**

ECOSOCIALISME!

Nous avons vu que le réchauffement climatique a été accéléré de manière dramatique ces dernières décennies par l'activité économique capitaliste et le mode de vie induit par la société de consommation. Mais le bilan écologique des Etats qui se réclamaient du socialisme (en premier lieu, l'ex-URSS) ou qui s'en réclament encore, comme la Chine, n'a pas été plus brillant. Nous n'abordons pas, dans ce journal, la question de savoir si et dans quelle mesure ces Etats étaient ou sont vraiment "socialistes", ou encore ce que signifie vraiment l'expression "Etat socialiste".

Une certitude cependant : il ne suffit pas d'abolir la propriété privée des grands moyens de production et d'instaurer une économie "planifiée" pour que celle-ci soit "automatiquement" respectueuse des équilibres écologiques et pour qu'elle soit capable de maîtriser la tendance au réchauffement climatique.

Il faut encore que notre socialisme intègre dans son projet la dimension écologiste résultant du fait que toute activité humaine sociale se déroule dans un cadre naturel qui la conditionne, avec ses limites et ses exigences. Les ressources naturelles doivent être considérées comme la propriété collective de l'humanité et, dans l'intérêt des générations futures aussi, être gérées avec amour, prudence et parcimonie.

C'est dans ce sens que nous parlons d'**ECOSOCIALISME**. Impossible de développer cette notion comme il le faudrait dans le cadre de cet espace réduit. Relevons cependant :

-**L'ECOSOCIALISME** se caractérise par une modification radicale du rapport entre l'humanité et la biosphère. Il

implique nécessairement une évolution profonde des mentalités, en premier lieu une modification des habitudes de consommation, une acceptation nouvelle des valeurs telles que "le bonheur" ou "l'utilité sociale". La perspective du changement climatique, en introduisant la nature comme nouveau facteur politique, fait du changement des valeurs, des mentalités, des comportements individuels et sociaux un impératif immédiat et incontournable. Le projet écosocialiste n'implique pas seulement un changement des rapports économiques et une révolution politique, il postule aussi une révolution sur le plan culturel.

-**L'ECOSOCIALISME**, s'il veut donner la priorité aux sources d'énergie renouvelable et au développement local, devra nécessairement articuler une planification mondiale nécessaire à la réalisation des grands objectifs de l'humanité, avec une décentralisation maximale et une attention particulière à la "question des outils".

-**L'ECOSOCIALISME**, s'il veut privilégier la satisfaction qualitative des besoins réels, notamment au niveau des rapports entre les personnes (la restauration des solidarités) et non plus la consommation de masse de marchandises, devra nécessairement mettre l'être humain au centre de ses préoccupations, et non plus une notion abstraite de "développement des forces productives".

-**L'ECOSOCIALISME**, pour pouvoir entendre l'être humain, devra

nécessairement être démocratique, participatif et auto-gestionnaire.

-**L'ECOSOCIALISME** sera nécessairement et pratiquement internationaliste. Il est impossible de lutter efficacement contre le réchauffement climatique et pour la restauration des grands équilibres écologiques ailleurs qu'à l'échelle de la planète tout entière. Dans cette perspective, ainsi que dans celle d'établir enfin la paix mondiale et la justice entre les peuples, l'écosocialisme se prononce en faveur des "Etats Unis du Monde" ou de la "République universelle".

En tant qu'arme intellectuelle du mouvement ouvrier, le marxisme -dont nous nous revendiquons plus que jamais- prétendait à l'élucidation des rapports, en premier lieu "économiques", entre les hommes et le socialisme, bien que se présentant de prime abord comme le mouvement d'émancipation des travailleurs, concourrait au progrès de l'humanité toute entière. Avec l'écosocialisme, parce qu'il assume de la seule manière cohérente la lutte contre le réchauffement climatique, cette vocation n'est plus seulement une "déclaration d'intention", un argument politique pour discours du premier mai, mais elle devient une évidence pratique. Autrement dit, avec l'écosocialisme, le mouvement des travailleurs va pouvoir sortir du ghetto où l'ont cantonné les visions conservatrices et à courte vue de la social-démocratie et du stalinisme. Avec l'écosocialisme et notamment à l'occasion de la lutte contre le réchauffement climatique, un bloc social, plus large que le seul mouvement des travailleurs salariés, va pouvoir se constituer autour d'une perspective d'un changement social radical. ✪



Comment participer?

www.lcr-lagauche.be

Participez à notre campagne "Changer le monde, pas le climat" en diffusant notre matériel dans votre ville, lieu de travail, école, université...

Dans le cadre de cette campagne, la LCR a publié le journal de campagne que vous tenez entre les mains, mais aussi des autocollants, des affiches et un dossier thématique. Vous pouvez commander ce matériel via le talon ci-dessous.

Organisez des activités publiques autour de la campagne "Changer le monde, pas le climat"

Prenez contact avec nous afin d'organiser dans votre localité une soirée d'information sur la campagne, sur le changement climatique et l'écosocialisme ou pour toute autre action publique.

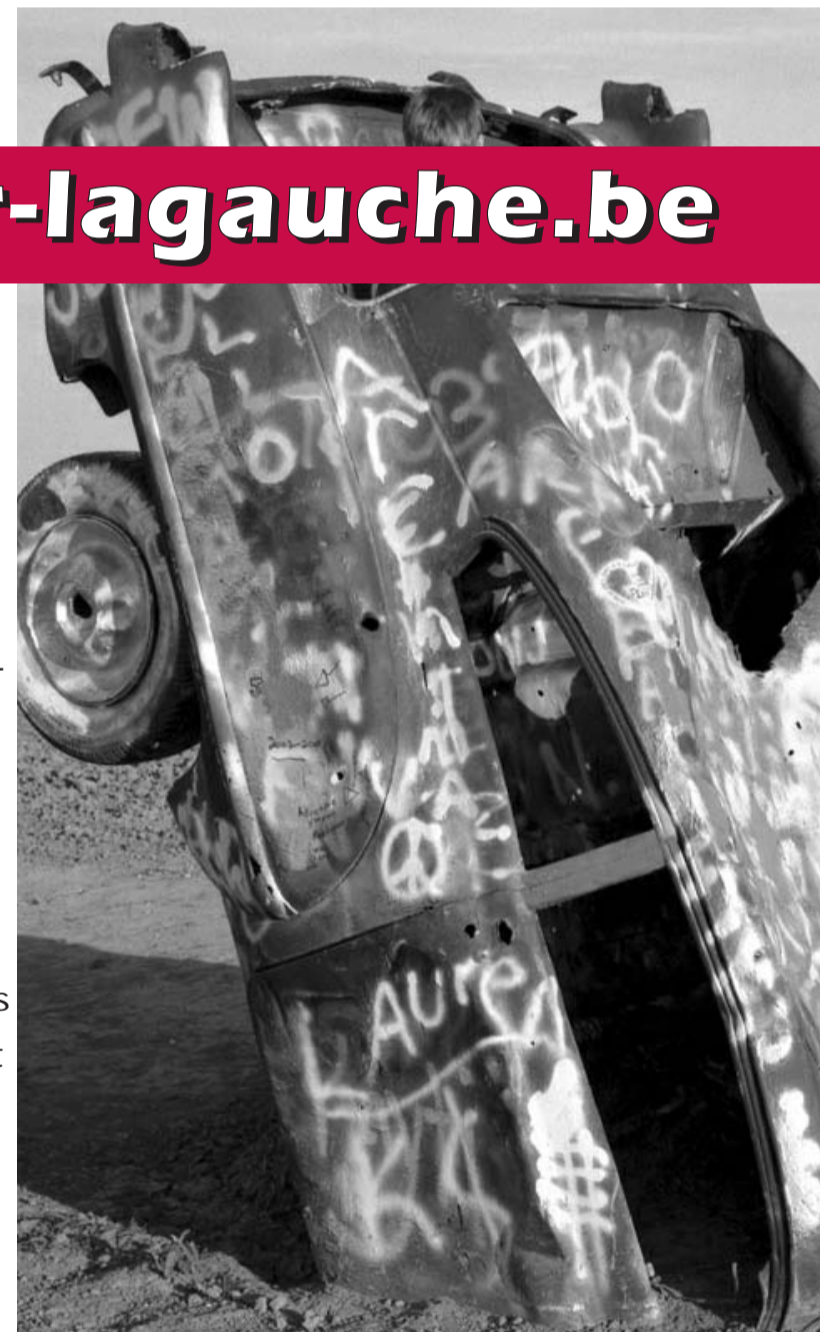
Participez à nos cycles de formation sur l'écosocialisme et au colloque de la Formation Lesoil qui se tiendra sur le sujet début 2008.

Participez dans votre ville, école, université, lieu de travail aux comités de mobilisation à l'initiative de l'Appel

"Climat et justice sociale". (voir en page 6 de ce journal)

Rejoignez la Ligue Communiste Révolutionnaire

La LCR est une organisation politique qui se définit comme révolutionnaire, marxiste, internationaliste, féministe et pour une écologie anticapitaliste. Elle s'efforce d'impulser et de soutenir les luttes contre toute forme d'exploitation, d'oppression et de domination sur les personnes et sur l'environnement. Adhérer à la LCR, c'est renforcer la compréhension que la lutte écologique est une question sociale qui demande des solutions anticapitalistes. Mais c'est comprendre tout autant qu'on ne peut se cantonner à la seule dénonciation propagandiste du capitalisme, qu'il faut apporter des réponses pertinentes aux défis écologiques afin de renforcer un courant qui affirme que la lutte politique de masse est centrale pour résoudre la crise écologique et que cette lutte doit déboucher sur une transformation radicale des rapports de production et de consommation.



Talon

à remplir et à renvoyer par poste ou par e-mail à la LCR ; 20 rue Plantin 1070 Bruxelles, tél: 02.523.40.23; info@lcr-lagauche.be

Nom et prénom:
Adresse complète:

Tel:
Mail:

Je veux:

- Recevoir plus d'infos sur la campagne de la LCR "Changer le monde, pas le climat"
- exemplaires gratuits du journal de campagne "Changer le monde, pas le climat"
- exemplaires du dossier thématique "Le capitalisme contre le climat" (36 pages, 3,50 euro à verser sur le compte 'Avanti': 001-4012225-90, mention "Inprécors Climat")
- exemplaires gratuits de l'affiche "Changer le monde, pas le climat".
- exemplaires de l'autocollant "Changer le monde, pas le climat" : 20 centimes pièce, somme totale à verser sur le compte sur le compte 'Avanti': 001-4012225-90, mention "autocollants"
- Devenir membre de la LCR
- Un abonnement à l'essai gratuit (2 numéros) à "La Gauche", bimestriel de la LCR
- Un abonnement 1 an à "La Gauche": je verse 15 euro (10 euro pour petits revenus), sur le compte 'Avanti': 001-4012225-90, mention "Abo La Gauche"

